

ASALÉE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2017



Romain BADÉ
Marc DESJARDINS
Gaël OGER
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit - 2 rue Caroline Aigle - BP 20489 - 86012 POITIERS CEDEX
Tél. 05 49 01 83 56 - Fax 05 49 41 17 84 - E-mail : poitiers-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2017**

Aux Membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASALÉE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe :

- « Fournisseurs factures non parvenues », figurant à la page 13 de l'annexe, qui expose le changement d'estimation comptable relatif à la valorisation des charges locatives et immobilières.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment :

- L'association constitue des factures non parvenues relatives à des indemnités locatives selon les modalités décrites dans la note « Fournisseurs factures non parvenues » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association décrite dans cette note, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette méthode.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiements prévus à l'article D. 411-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 411-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 4 juin 2018

Pour TGS France Audit,



Marc DESJARDINS
Commissaire aux comptes



Romain BADÉ
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	14 801	14 801		1 124
Immobilisations corporelles	164 029	147 631	16 398	30 068
Immobilisations financières	8		8	8
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	178 837	162 432	16 405	31 199
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	3 566 832		3 566 832	2 621 474
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	4 988 883		4 988 883	4 819 368
Caisse				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 555 714		8 555 714	7 440 841
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 563		3 563	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	3 563		3 563	
TOTAL GENERAL	8 738 115	162 432	8 575 683	7 472 041
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2017	au 31/12/2016
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Résultat de l'exercice	129 451	3 652 781
Report à nouveau	5 042 507	1 389 726
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	5 171 957	5 042 507
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	5 171 957	5 042 507
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	107 187	60 845
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 747 130	1 468 519
Autres	1 549 408	900 170
TOTAL DETTES	3 296 538	2 368 689
Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	8 575 683	7 472 041
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	3 296 538	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	%	du 01/01/16 au 31/12/16 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits de Fonctionnement						
Ventes de marchandises						
Production vendue						
Dotations et produits de la tarification						
Prestations de services						
Produits des activités annexes						
Sous Total des Produits						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	17 843 509		13 647 773		4 195 736	30,74
Reprises et Transferts de charge	3 538		733 230		-729 692	-99,52
Autres produits	2 592		12		2 580	NS
Sous Total des Autres Produits	17 849 638		14 381 014		3 468 624	24,12
Legs						
Collectes						
Cotisations	175		2 164		-1 989	-91,91
Quote-part subventions renouvelables						
Sous Total des Produits Divers	175		2 164		-1 989	-91,91
Report des ressources non utilisés						
Produits de Fonctionnement	17 849 813		14 383 178		3 466 635	24,10
Charges de Fonctionnement						
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés	1 917 221		1 084 925		832 296	76,71
Services extérieurs	232 515		-599 405		831 920	-138,79
Autres services extérieurs	4 749 420		2 967 975		1 781 445	60,02
Total des charges externes	6 899 155		3 453 494		3 445 661	99,77
Impôts et taxes & versements assimilés	784 444		439 602		344 842	78,44
Rémunérations du personnel	7 289 798		4 792 318		2 497 480	52,11
Charges sociales et fiscales	2 691 811		1 984 053		707 757	35,67
Amortissements et provisions	61 136		75 035		-13 899	-18,52
Autres charges	535		274		261	95,07
Total des autres charges	10 827 723		7 291 282		3 536 441	48,50
Engagements à réaliser						
Charges de fonctionnement	17 726 878		10 744 776		6 982 102	64,98
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	122 935		3 638 403		-3 515 467	-96,62
Produits financiers	6 515		8 597		-2 082	-24,22
Charges financières						
Résultat financier	6 515		8 597		-2 082	-24,22
Opérations faites en commun						
RESULTAT COURANT	129 451		3 647 000		-3 517 549	-96,45
Produits exceptionnels			5 781		-5 781	-100,00
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel			5 781		-5 781	-100,00

Compte de résultat

	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	%	du 01/01/16 au 31/12/16 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
(+) Reprise excédent antérieur						
(-) Participation des salariés						
(-) Impôts sur les excédents						
(-) Reprise déficit antérieur						
Sous total des autres éléments						
Produits en Nature						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en Nature						
Total des produits en nature						
Charges en Nature						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations						
Personnel bénévole						
Total des charges en nature						
EXCEDENT OU INSUFFISANCE	129 451		3 652 781		-3 523 330	-96,46

2017

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASALEE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017, dont le total est de 8 575 683 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 129 451 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/05/2018 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

+ Fournisseurs factures non parvenues :

Les factures non parvenues correspondent aux sommes dues aux prestataires (461 936 Euros) et aux indemnités dues aux médecins et infirmières (1 285 194 Euros).

Sur l'exercice précédent, les indemnités locatives à verser aux médecins au titre des exercices 2015 et 2016 avaient été provisionnées forfaitairement. Au 31/12/2017 seules les indemnités locatives dues au titre de l'exercice 2017 ont été provisionnées ce qui constitue un changement d'estimation comptable dont l'impact sur les comptes 2017 est de 567 003 Euros.

+ Subvention ENMR 2017 :

L'association a signé une convention de financement sur l'exercice 2016 pour la période du 01/01/2016 au 31/12/2018 conclue entre le CNAMTS, la CPAM, le Ministère de la Santé et ASALEE.

Le montant de la subvention 2017 est de 17 842 009 Euros.

Aucune subvention versée sur l'exercice ne nécessite une comptabilisation en fonds dédiés sur l'exercice 2017.

+ Subvention CDC :

L'association ASALEE a signé en 2012 une convention de partenariat avec la CDC dans le cadre du projet VIGILANCE 2.

Le projet Vigilance 2 a pour objectif de profiler les foyers pour lesquels un équipement en capteurs environnementaux ou médicaux donnerait une efficience supplémentaire à l'action des professionnels en anticipant les situations de crise.

Le projet a une durée de 24 mois.

La participation de la CDC serait de 40 % avec un plafond de 270 520 € de subvention.

Au 31/12/2017, l'association a perçu la somme de 213 267 € qui se décompose en trois versements :

- 81 156 € le 23/07/2012,
- 99 969 € le 17/09/2015,
- 32 143 € le 30/05/2017.

Il reste donc dans les comptes clos au 31/12/2017 un produit à recevoir de 57 253 Euros.

Si il y a réussite du projet, ASALEE devra reverser 3 % du chiffre d'affaires lié à ce projet pendant 7 ans.

Si le projet n'aboutit pas, l'association ne remboursera rien.

Au 31/12/2017, le projet n'a pas abouti. Par conséquent aucune provision relative à un reversement n'a été constaté à la clôture de l'exercice.

+ Autres informations :

L'effectif moyen est de 260 ETP sur l'exercice 2017 contre 156 sur l'exercice 2016.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 801			14 801
Immobilisations incorporelles	14 801			14 801
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	120 951			120 951
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	43 078			43 078
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	164 029			164 029
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	8			8
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	8			8
ACTIF IMMOBILISE	178 837			178 837

Immobilisations incorporelles

Amortissement sur 1 an des logiciels

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 677	1 124		14 801
Immobilisations incorporelles	13 677	1 124		14 801
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	119 804	846		120 650
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 157	12 824		26 981
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	133 961	13 670		147 631
ACTIF IMMOBILISE	147 638	14 794		162 432

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 570 395 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	3 566 832	3 566 832	
Charges constatées d'avance	3 563	3 563	
Total	3 570 395	3 570 395	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	57 756
Total	57 756

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à Nouveau	1 389 726	3 652 781		5 042 507
Résultat de l'exercice	3 652 781	129 451	3 652 781	129 451
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	5 042 507	3 782 231	3 652 781	5 171 957

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	60 845	46 342			107 187
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	60 845	46 342			107 187
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		46 342			
Financières					
Exceptionnelles					

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- + Taux d'actualisation : 1,6 %
- + Taux de croissance des salaires : 2 %
- + Age de départ à la retraite : 65 ans
- + Taux de rotation du personnel : 0 %
- + Table de mortalité : TV 88/90

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 296 538 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 747 130	1 747 130		
Dettes fiscales et sociales	1 549 408	1 549 408		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	3 296 538	3 296 538		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	1 747 130
Dettes provis. pr congés à payer	555 148
Charges sociales s/congés à payer	276 041
Etat - autres charges à payer	210 054
Total	2 788 373

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Charges d'exploitation	3 563	Charges constatées d'avance	Total
Charges financières			
Charges exceptionnelles			